

ENTRE

LE COMMISSARIAT A L'ENERGIE ATOMIQUE ET AUX ENERGIES ALTERNATIVES,
établissement public de recherche à caractère scientifique technique et industriel,
dont le siège social est situé Bâtiment Le Ponant D - 25 rue Leblanc à Paris 15^{ème},
immatriculé au Registre du Commerce et des Sociétés de Paris sous le numéro R.C.S PARIS
B 775 685 019

représenté par Madame Julie GALLAND,
agissant en qualité de Directrice de la Recherche Technologique du CEA/Grenoble,

ci-après dénommé « **le CEA** »

d'une part,

ET

La société [REDACTED],
dont le siège social est situé [REDACTED],
immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de [REDACTED] sous
le numéro R.C.S [REDACTED],
représentée par Madame/ Monsieur [REDACTED],
agissant en qualité de [REDACTED],

(A compléter par le soumissionnaire)

ci-après dénommée « **le Titulaire** »

d'autre part,

Il a été convenu et arrêté ce qui suit :

SOMMAIRE

ARTICLE 1 - OBJET	3
ARTICLE 2 - DOCUMENTS CONTRACTUELS.....	3
ARTICLE 3 - CORRESPONDANTS	3
ARTICLE 4 - DUREE DE L'ACCORD-CADRE	4
ARTICLE 5 - ETENDUE DES TRAVAUX.....	5
ARTICLE 6 - CLAUSE DE NON-EXCLUSIVITE	5
ARTICLE 7 - REGLES RELATIVES AUX MARCHES SUBSEQUENTS	5
ARTICLE 8 - CONDITIONS D'EXECUTION	8
ARTICLE 9 - OBLIGATIONS DU TITULAIRE.....	9
ARTICLE 10 - CLAUSE D'INSERTION ET D'EMPLOI	11
ARTICLE 11 - SUIVI ENVIRONNEMENTAL	12
ARTICLE 12 - CONTROLES TECHNIQUES	12
ARTICLE 13 - REMISE DE DOCUMENTS.....	13
ARTICLE 14 - RAPPORT D'ACTIVITE	ERREUR ! SIGNET NON DEFINI.
ARTICLE 15 - REUNIONS.....	14
ARTICLE 16 - MONTAGE - INSTALLATION DES FOURNITURES	14
ARTICLE 17 - RECEPTION DES TRAVAUX.....	14
ARTICLE 18 - GARANTIES.....	14
ARTICLE 19 - ASSURANCES.....	15
ARTICLE 20 - MONTANT	16
ARTICLE 21 - REVISION DES PRIX.....	17
ARTICLE 22 - PENALITES.....	18
ARTICLE 23 - CONDITIONS DE FACTURATION	19
ARTICLE 24 - FACTURES - REGLEMENTS.....	20
ARTICLE 25 - REGIME FISCAL	21
ARTICLE 26 - JURIDICTION COMPETENTE [SI FOURNISSEUR FR]	21
ARTICLE 27 - LOI APPLICABLE ET JURIDICTION COMPETENTE [SI FOURNISSEUR ETRANGER]	21
ARTICLE 28 - CONCLUSION DE L'ACCORD-CADRE	21

ARTICLE 1 - OBJET

Le présent accord-cadre a pour objet de fixer les conditions selon lesquelles le CEA confie au Titulaire, qui accepte, la réalisation des **travaux de Hook-Up des réseaux inox rejets et pompages relatifs aux équipements de process de l'Institut LETI** ci-après dénommé les « Travaux », sur le site du CEA/Grenoble.

Les Travaux de l'accord-cadre relèvent d'une obligation de résultat.

Le présent accord-cadre est un accord-cadre mono-attributaire. Il s'exécute sur la base de marchés subséquents dans les conditions prévues à l'article 7 du présent accord-cadre.

ARTICLE 2 - DOCUMENTS CONTRACTUELS

2.1 - Dans la mesure où leurs dispositions ne sont pas contraires à celles du présent accord-cadre et de ses annexes lesquelles prévalent, les documents ci-après sont applicables par ordre de priorité décroissante :

- les prescriptions de Sécurité et leurs annexes (référentiels correspondants) ;
- le dossier de consultation référencé PAO-B24-04413-CB avec, faisant partie intégrante, les prescriptions techniques de l'accord-cadre et leurs annexes :
 - o le cahier des charges techniques référencé DPFT/SFETN-24-034-AV en date du 04/12/2024 ;
 - o le Bordereau des Prix Unitaires ;
- les règles applicables aux Entreprises Extérieures (Titulaires ou sous-traitants de marchés), indice A et le règlement intérieur ;
- les Conditions Générales d'Achat (CGA) du CEA (édition de janvier 2022) ;
- le Cahier des Clauses Sociales Particulières (C2SP) ;
- les documents normatifs (normes, documents techniques unifiés, etc.) ;
- à titre supplétif, l'offre du Titulaire référencée [REDACTED] du [REDACTED]. *(A compléter par le soumissionnaire)*

Le Titulaire reconnaît expressément avoir pris connaissance et accepté les documents ci-dessus. Les conditions générales de vente du Titulaire, hormis celles issues de dispositions légales impératives, sont inopposables quelle qu'en soit la forme.

2.2 - Les annexes suivantes font partie intégrante du présent accord-cadre:

- Annexe n°1 : « Demande d'acceptation d'un sous-traitant » ;
- Annexe n°2 : « Bordereau des Prix Unitaires » ;
- Annexe n°3 : « Insertion et emploi » ;
- Annexe n°4 : « Engagement de confidentialité ».

ARTICLE 3 - CORRESPONDANTS

3.1 - Correspondants techniques du CEA

- M. Franck MAHEO – LETI/DPFT/SFETN
Tél. : 04.38.78.04.04 - E-mail : franck.maheo@cea.fr
- M. Sébastien SIMON – LETI/DPFT/SFETN
Tél. : 04.38.78.61.11 - E-mail : sebastien.simon@cea.fr

3.2 - Correspondantes commerciales du CEA

- Mme Céline BARRANCO - Service des Marchés et Achats
Tél. : 04.38.78.34.48 - E-mail : celine.barranco@cea.fr
- Mme Violaine SCHULD - Service des Marchés et Achats
Tél. : 04.38.78.56.31 - E-mail : violaine.schuld@cea.fr

- M. Steven YHUEL - Service des Marchés et Achats
Tél : 04.38.78.95.74 - E-mail : steven.yuel@cea.fr

3.3 - Comptabilité fournisseur

- Contact pour le dépôt des factures sur CHORUS PRO :
 - Tél. : 01.69.08.10.20
 - Email : contact_demat@cea.fr
- Contact pour le traitement des factures :
 - Tél. : 01.69.08.47.50
 - Email : S3C_GRE@cea.fr et relances@cea.fr

3.4 - Correspondant du Titulaire

- M. [REDACTED] -Tél. [REDACTED]
E-mail : [REDACTED]

(A compléter par le soumissionnaire)

Le Titulaire désigne un responsable qui est le seul interlocuteur du CEA pour la réalisation des Travaux.

Ce responsable a pour rôle :

- de suivre le déroulement du présent accord-cadre ;
- de faire respecter les consignes de sécurité ;
- d'encadrer le personnel du Titulaire et de définir les tâches qu'il doit accomplir ;
- d'assurer les relations avec le CEA.

Au cas où le correspondant du Titulaire est remplacé, ce dernier s'engage à avertir le CEA au moins un mois à l'avance. Une période de recouvrement d'une durée minimale de quinze jours est effectuée, à la charge financière du Titulaire, afin de procéder aux transferts d'informations.

Le Titulaire s'engage à procéder au remplacement du correspondant du Titulaire par du personnel de qualification et d'expérience au moins équivalentes.

Les changements sont notifiés par courriel avec accusé de réception aux correspondants techniques et prennent effet dès la date de réception dudit courriel.

ARTICLE 4 - DUREE DE L'ACCORD-CADRE

Le présent accord-cadre est conclu pour une durée de deux (2) ans fermes à compter du **X/X/2025**, soit jusqu'au **X/X/2027**.

Le présent accord-cadre peut être prolongé par affermissement des tranches optionnelles suivantes :

- Tranche optionnelle n°1 : prolongation de l'accord-cadre pour une durée d'un (1) an, à compter de la fin de la tranche ferme, soit du **X/X/2027** au **X/X/2028** ;
- Tranche optionnelle n°2 : prolongation de l'accord-cadre pour une durée d'un (1) an au terme de la tranche optionnelle n°1, soit du **X/X/2028** au **X/X/2029**.

Les dates seront indiquées par le CEA lors de la finalisation du contrat

Seule la tranche ferme est exécutoire à la notification du présent accord-cadre.

Le CEA affermit tout ou partie des tranches optionnelles, le cas échéant, par lettre recommandée avec demande d' accusé réception dans un délai d' au moins deux (2) mois avant l' échéance de l' accord-cadre (terme de la tranche ferme ou de la tranche optionnelle n°1).

Le non-affermissement de tout ou partie des tranches optionnelles ne donne lieu à aucune indemnité au profit du Titulaire.

ARTICLE 5 - ETENDUE DES TRAVAUX

Les Travaux précisément décrits au Cahier des Charges précité à l' Article 2 du présent accord-cadre concernent le hook-up des réseaux inox rejets et pompes des équipements de process du CEA/LETI.

Ils s' exécutent sur la base du Bordereau de Prix Unitaires joint en annexe 2 du présent accord-cadre.

Les Travaux dont le Titulaire assure l' exécution et assume l' entière responsabilité, relèvent d' une obligation de résultat à l' égard du CEA.

Si le résultat prévu n' est pas atteint, le CEA peut prononcer, à tout moment, la résiliation du présent accord-cadre, sans formalités juridiques ou judiciaires préalables et sans préjudice de dommages-intérêts éventuels.

Le Titulaire s' engage à réaliser l' ensemble des travaux conformément au cahier des charges visé à l' article 2 du présent accord-cadre.

Le Titulaire ne doit en aucun cas entreprendre de Travaux en dehors de ceux définis dans le cahier des charges, et sans l' accord préalable écrit du CEA.

ARTICLE 6 - CLAUSE DE NON-EXCLUSIVITE

En cas d' impossibilité de la part du Titulaire de répondre à la demande du CEA, et sans préjudice des obligations du Titulaire, le CEA se réserve la possibilité après notification écrite (courrier postal et/ou électronique) de cette impossibilité par le Titulaire ou absence de réponse par le Titulaire, de faire appel à une autre entreprise.

La clause de non-exclusivité peut s' appliquer notamment :

- 1) Lorsque le cadre réglementaire et/ou légal impose une performance technique et/ou environnementale supérieure à l' offre proposée par le Titulaire ;
- 2) Quand le Titulaire est dans l' incapacité de remettre une offre pour le marché subséquent concerné ;
- 3) Quand le Titulaire remet une offre prévoyant un délai de réalisation des travaux non satisfaisant pour le CEA pour le marché subséquent concerné.

ARTICLE 7 - REGLES RELATIVES AUX MARCHES SUBSEQUENTS

7.1- Généralités

Le présent accord-cadre est mis en œuvre au moyen de marchés subséquents conformément aux articles R.2162-1 à R.2162-12 du Code de la commande publique.

Les marchés subséquents seront des marchés à prix forfaitaire.

Le Titulaire s'engage à honorer l'ensemble des marchés subséquents émis par le CEA pendant toute la durée de l'accord-cadre, et ce, même si le délai d'exécution du marché subséquent va au-delà de la date d'échéance de l'accord-cadre.

7.2- Travaux réalisés par le biais de marchés subséquents

7.3.1- Obligation de remettre une offre

En signant le présent accord-cadre, le Titulaire s'engage à répondre aux consultations émises par le CEA et dans les délais mentionnés ci-après.

Si le Titulaire n'est pas en mesure de remettre une offre dans le cadre d'une consultation, il doit en informer le CEA, au plus tard à la date limite de remise des offres, en justifiant les raisons de l'absence de remise d'une offre (motifs légitimes de son défaut d'offre). Le CEA fera alors application de la clause de non-exclusivité prévue à l'article 6.

Le CEA se réserve le droit de résilier le présent accord-cadre sans indemnité pour le Titulaire en cas de non-respect à trois reprises successives de cette obligation de participation.

7.3.2- Consultation du Titulaire

Pour chaque demande de Travaux, le CEA adresse au Titulaire une demande de travaux écrite complétée par des spécifications techniques et des plans, en précisant le lieu, le délai d'intervention souhaité et la nature des travaux à réaliser.

Le cas échéant, le Titulaire doit se rendre compte sur place de l'état des lieux et difficultés d'exécution des travaux, en particulier en ce qui concerne : l'aménagement de zone et l'habillage des machines.

Le Titulaire doit alors adresser au CEA, une offre détaillée faisant apparaître :

- Un devis comportant pour chaque ligne : la référence et la désignation du (des) poste(s) du bordereau de prix et hors bordereau de prix, le prix unitaire et la quantité. Il est rappelé que le Titulaire a une obligation générale d'utiliser les postes du bordereau de prix unitaires joint en annexe n°2 ;
- Le délai d'intervention ;
- Le délai d'exécution ;
- La référence du présent accord cadre et du marché subséquent ainsi que le numéro d'affaire correspondant aux travaux à réaliser.

Le Titulaire doit adresser au CEA ladite offre dans les délais suivants :

- Sous 48 heures ouvrées à compter de la demande de travaux (ou de la visite, le cas échéant) pour les travaux de Hook-up des équipements ;
- Sous 24 heures ouvrées à compter de la demande de travaux (ou de la visite, le cas échéant) pour les travaux d'évolution sur les équipements existants et/ou interventions curatives sur des circuits existants.

L'offre du Titulaire doit être valable au moins quatre mois à compter de sa date de réception par le CEA.

Le cas échéant, le CEA/LETI adresse au Titulaire un marché subséquent (commande) valant acceptation de l'offre présentée. Le Titulaire ne peut procéder à l'exécution des travaux qu'après avoir reçu le marché subséquent du CEA/LETI.

À réception du marché subséquent signé du CEA/LETI, le Titulaire doit impérativement démarrer les travaux dans les délais mentionnés.

7.3.3- Analyse de l'offre

Pour chaque consultation, le CEA vérifie que l'offre du Titulaire répond à son besoin. Le cas échéant, le CEA peut décliner l'offre proposée par le Titulaire. L'offre remise par le Titulaire pourra faire l'objet, le cas échéant, d'une négociation technique et financière.

7.3.4- Formalisme des marchés subséquents

Le marché subséquent intitulé « commande n°400XXX » doit au minimum comporter les mentions suivantes :

- les références du présent accord-cadre ;
- l'objet du marché subséquent ;
- le prix ;
- les délais ;
- l'indication de la correspondance à l'item du BPU et des travaux hors BPU, le cas échéant sous réserve des strictes limitations indiquées à l'article 7.4.

Le Titulaire ne peut procéder à l'exécution des Travaux qu'après avoir reçu la notification du marché subséquent qui vaut acceptation de l'offre présentée, signé également par la personne habilitée du CEA.

Les marchés subséquents sont régis par les dispositions du présent accord-cadre. Les marchés subséquents portent leur propre numéro et font référence au présent accord-cadre dont toutes les dispositions sont applicables.

Tout marché subséquent passé auprès du Titulaire pendant la durée du présent accord-cadre demeure en vigueur jusqu'à l'achèvement de l'ensemble des obligations du Titulaire relatives au marché subséquent correspondant. Le CEA peut émettre des marchés subséquents jusqu'à la date d'échéance du contrat. Le Titulaire doit honorer ces marchés subséquents et notamment lorsque la réception des travaux intervient après la date d'échéance.

7.3- Demandes urgentes

Pour les travaux à caractère urgent (lors d'urgences notamment liées à la sécurité), le Titulaire doit intervenir au maximum dans les 8 heures ouvrées à compter de la réception du marché subséquent signé par le CEA. Les travaux à caractère urgent ne donnent lieu à aucun surcoût. Le nombre de demandes urgentes est limité à 10 sur la durée de l'accord-cadre.

7.4- Cas de Travaux non listés dans le Bordereau des Prix Unitaires

Toute utilisation d'une fourniture ou réalisation d'un ouvrage, d'une pose ou d'une dépose hors bordereau doit être justifiée et soumise à l'accord préalable du correspondant technique du CEA, avec information au correspondant commercial du CEA.

Chaque nouvelle fourniture ou réalisation d'un ouvrage, d'une pose ou d'une dépose hors bordereau doit faire l'objet d'un référencement (numéro, désignation, prix unitaire) afin d'être utilisé ultérieurement dans les devis le cas échéant, le Titulaire s'attachant à reprendre ce poste dans les cas de figure similaires.

Si leur fréquence d'utilisation le justifie, ces nouvelles fournitures ou réalisations sont éventuellement intégrées au Bordereau de Prix Unitaires. Dans ce cas, un avenant au présent accord-cadre est établi par le Service des Marchés et Achats du CEA pour intégrer les nouveaux postes et fixer les conditions financières correspondantes.

7.5- Evolution du matériel

Le Titulaire est tenu d'informer les correspondants du CEA, des évolutions ou des problèmes concernant le matériel spécifié au bordereau (modification de référence, arrêt de fabrication, anomalies récurrentes, délais d'approvisionnement anormaux) afin d'assurer, après accord, les mises à jour ou modifications nécessaires du Bordereau de Prix Unitaires.

En cas de rupture ou de changement de matériel référencé au Bordereau de Prix Unitaires, le Titulaire s'engage à proposer un matériel équivalent au même prix que celui du bordereau.

ARTICLE 8 - CONDITIONS D'EXECUTION

8.1- Connaissance des lieux

Le Titulaire est réputé avoir une parfaite connaissance des spécifications techniques locales pour exécuter les Travaux. Il est toujours réputé s'être assuré sur place de l'exactitude des cotes et des indications des plans et descriptifs qui lui sont remis par le CEA ainsi que de la possibilité de les suivre strictement.

En complément des renseignements qui lui sont fournis dans les pièces du présent accord-cadre, le Titulaire reconnaît avoir reçu, tous les renseignements qui lui sont nécessaires pour établir son prix forfaitaire.

Il reconnaît également avoir reçu du CEA toutes les indications qui lui sont nécessaires pour réaliser les ouvrages, notamment en ce qui concerne leur place et leur rôle.

Par conséquent, le Titulaire ne peut en aucun cas prétendre à un supplément de prix par suite, soit d'insuffisance de description, soit de difficulté d'accès ou d'organisation due aux particularités du chantier.

8.2- Conformité aux normes

Les Travaux doivent être exécutés conformément aux règles de l'art, aux prescriptions des normes NF, des documents techniques unifiés (DTU) et des Eurocodes en vigueur.

Le matériel fourni doit être conforme aux normes de sécurité électrique (électrification et chauffage) en vigueur en France. Il présente une sécurité absolue de fonctionnement et de fiabilité, compte tenu de l'utilisation envisagée. Il doit être en tout point conforme aux dispositions réglementaires prises en application du Code du Travail. Tout élément du matériel est accompagné de sa documentation technique complète en langue française et en particulier des prescriptions et consignes d'installation, de mise en service et d'utilisation. Sont également joints, les certificats de conformité d'épreuves et toutes attestations spécifiques ou réglementaires relatifs au matériel fourni ou élément du matériel fourni.

8.3- Accès au Centre

Les conditions d'accès au Centre sont définies dans les règles applicables aux Entreprises Extérieures visées à l'Article 2 du présent accord-cadre, complétées par les dispositions du cahier des charges le cas échéant.

Ces dispositions ne donnent lieu à aucune indemnité au bénéfice du Titulaire qui, par ailleurs, ne peut s'en prévaloir pour justifier du non-respect de ses obligations contractuelles quelles qu'elles soient.

En début de chaque année, le CEA Grenoble fait connaître au Titulaire les dates de fermeture du Centre (environ 8 à 10 jours par an en plus des jours fériés).

Pour l'année 2025, les jours de fermeture sont les suivants :

Mois	Jour
Janvier	1 ^{er}
Avril	21
Mai	1 ^{er} , 2, 8, 9, 29, 30
Juin	9
Juillet	14
Août	15
Novembre	10, 11
Décembre	24, 25, 26, 29, 30, 31

Le CEA peut, sur autorisation expresse, demander au Titulaire d'intervenir sur le site durant ces jours de fermeture.

ARTICLE 9 - OBLIGATIONS DU TITULAIRE

9.1- Obligation de maintien des compétences

Le Titulaire désigne, dans le cadre de son offre, et pour la réalisation des travaux un ou des profils identifié(s) disposant des compétences techniques et fonctionnelles nécessaires à l'exécution de l'ensemble des travaux.

Le Titulaire, étant directement responsable de son personnel et de sa sécurité, s'engage à affecter aux travaux, objet du présent accord-cadre, un personnel disposant d'une qualification appropriée et dûment habilité dans les diverses spécialités nécessaires à l'exécution des travaux. Si la réalisation d'une partie des travaux nécessite des habilitations spécifiques, le Titulaire s'engage à ce que celles-ci ne soient réalisées que par du personnel titulaire des habilitations correspondantes.

Lorsqu'il est prévu dans l'offre que tout ou partie des travaux soit exécutée par un profil ou des profils identifiés et qu'un de ces profils n'est plus en mesure d'accomplir cette tâche, le Titulaire s'engage à avertir le CEA de ce changement sans délai et au moins un mois avant la date d'exécution de ce changement.

Le ou les changement(s) sont notifiés par courriel avec accusé de réception aux correspondants techniques du CEA et prennent effet dès la date de réception dudit courriel.

Le Titulaire s'engage à procéder à ce remplacement par du personnel de qualification et d'expérience équivalents. A défaut de proposition par le Titulaire de remplaçant à qualification et expérience équivalentes, l'accord-cadre peut être résilié pour faute.

Pour tout remplacement, une période de recouvrement, d'une durée minimale de quinze jours doit impérativement être réalisée, à la charge financière du Titulaire, afin de procéder aux transferts d'informations.

9.2- Obligation de conseil et d'information

Dans la limite ou à l'occasion des travaux confiés au titre du présent accord-cadre, le Titulaire est expressément tenu au fur et à mesure de l'exécution des travaux qui lui sont dévolus, au devoir de conseil et d'information le plus étendu lequel consiste notamment à informer complètement le CEA sur les conséquences des différentes décisions qu'il peut être amené à lui faire prendre, à attirer son attention lorsqu'il décèle des risques de quelque nature que ce soit dans la conduite du projet, à lui suggérer les démarches ou solutions utiles au parfait et complet accomplissement des travaux et plus généralement à protéger au mieux les intérêts du CEA.

9.3- Obligation du Titulaire liée aux variations d'activité

L'organisation mise en œuvre par le Titulaire doit s'adapter aux variations d'activité inhérentes au présent accord-cadre. Le Titulaire s'engage ainsi à disposer en permanence des ressources humaines, matérielles et financières nécessaires pour répondre aux demandes du CEA et réaliser les travaux dans les délais annoncés. Les ressources doivent être suffisantes pour assurer la continuité et la qualité des Travaux fournis dans le cadre du présent accord-cadre.

Si le Titulaire ne parvient pas à mettre en place les ressources nécessaires après un délai de 15 jours suivant une mise en demeure restée sans effet, le présent contrat pourra être résilié de plein droit par le CEA, sans que le Titulaire ne puisse réclamer aucune indemnité. En cas

de résiliation de l'accord-cadre, les marchés subséquents en cours d'exécution devront être exécutés entièrement.

9.4- Evacuations de salle blanche et/ou arrêts techniques non programmés

En dehors des arrêts techniques prévus annuellement par le CEA, il est convenu que compte tenu de la proximité de salles blanches, le Titulaire s'engage à privilégier toute méthode de travail évitant de provoquer une évacuation des salles blanches ou des arrêts techniques non programmés.

Dans le cadre d'un arrêt non programmé du fonctionnement d'un ou de plusieurs équipements ou d'une évacuation de la salle blanche, une analyse sera menée afin de déterminer les responsabilités de chaque partie.

Cette analyse s'appuiera sur :

- A minima :
 - Le planning hebdomadaire de la salle blanche ;
 - Les demandes d'inhibition ;
 - Le permis de feu ;
 - La demande tracée (mail, compte-rendu, mode opératoire, ...) de la société
 - Titulaire de l'accord-cadre, précisant l'impact de son intervention sur le fonctionnement de la salle blanche ou d'équipements ;
- Tout autre document qui permettrait une meilleure réalisation de l'analyse.

Cette analyse doit être menée avec les interlocuteurs suivants :

- Le chargé d'affaire du Titulaire avec l'intervenant qui est à l'origine de l'évacuation ;
 - Le chargé d'affaires et/ou le chef de projet CEA (et, si maîtrise d'œuvre, le chargé d'affaires de l'entreprise) ;
 - Un représentant de l'exploitant du bâtiment ;
 - Le chef d'installation (CI), un représentant de la salle blanche ou l'Ingénieur Sécurité Installation (ISI) sur demande du chargé d'affaires et/ou le chef de projet CEA ;
- Un bilan permettant de tirer les conclusions et de définir la responsabilité de chaque partie en toute bonne foi sera réalisé contradictoirement.

Ce dernier permettra de déterminer si l'arrêt technique n'a pas été programmé et relève de la responsabilité du Titulaire. Dans ce cas, le CEA pourra appliquer les pénalités mentionnées à l'article 21 ci-après.

9.5- Respect par le Titulaire de la réglementation fiscale et sociale

Le Titulaire s'engage à remettre :

- lors de la conclusion du présent accord-cadre et tous les six mois à compter de sa notification , jusqu'à la fin de l'exécution, les documents exigés à l'article D.8222-5 (s'il est établi en France) ou à l'article D.8222-7 (s'il est établi à l'étranger) du Code du travail et, le cas échéant, la liste nominative des salariés étrangers qui seraient susceptibles d'être employés (articles D. 8254-2 à D. 8254-5 du Code du travail) ;
- les attestations et certificats délivrés par les administrations et organismes compétents prouvant que le candidat a satisfait à ses obligations fiscales et sociales (arrêté du 22 mars 2019 fixant la liste des impôts, taxes, contributions ou cotisations sociales donnant lieu à la délivrance de certificats pour l'attribution de marchés publics).

Le Titulaire doit s'assurer lors de la conclusion de l'accord-cadre, et tout au long de son exécution, que ses fournisseurs et sous-traitants se conforment également à ces dispositions.

Le Titulaire encourt des pénalités s'il ne les respecte pas (cf. article 21.1 des Conditions générales d'achat du CEA).

9.6- Respect par le Titulaire de la réglementation en matière de détachement transnational de salariés

Conformément aux dispositions de l'article R.1263-12 du code du travail, si le Titulaire est établi à l'étranger et qu'il détache un ou plusieurs salariés en France, il doit fournir, avant le début du détachement, les documents suivants au CEA :

- une copie de la déclaration de détachement effectuée sur le téléservice « SIPSI » du Ministère chargé du travail ;
- une copie du document désignant le représentant mentionné à l'article R. 1263-2-1 du code du travail.

9.7- Sous-traitance

Le Titulaire ne peut pas sous-traiter l'intégralité de l'accord-cadre.

Si le Titulaire sous-traite une partie des travaux prévus dans le cadre du présent accord-cadre, il doit remettre au CEA une demande d'acceptation de sous-traitant.

Le Titulaire ne peut présenter à l'acceptation du CEA que des entreprises répondant aux conditions fixées à l'article 7 des Conditions Générales d'Achat du CEA.

Le Titulaire doit remplir l'imprimé de demande d'acceptation de sous-traitant selon le modèle joint au présent accord-cadre et le transmettre, complet, au correspondant commercial du CEA, Service Achats, au plus tard 21 jours avant le démarrage des Travaux concernés.

Le Titulaire est tenu de faire respecter ses obligations contractuelles nées du présent accord-cadre par son (ou ses) sous-traitant(s).

9.8- Restaurant d'entreprise

Le personnel du Titulaire peut bénéficier des restaurants des salariés du CEA Grenoble, sous réserve de la signature par le Titulaire d'une convention de restauration. Le Titulaire doit prendre contact avec Mme Turchiarelli au 04.38.78.10.18 ou Mme Desgouis au 04.38.78.04.90 pour établir et signer cette convention. Le tarif est celui appliqué au personnel des entreprises extérieures travaillant sur le site.

9.9- Confidentialité

Les obligations en matière de confidentialité sont régies par l'article 11 des Conditions Générales d'Achat du CEA et par l'engagement de confidentialité en annexe n°4.

ARTICLE 10 - CLAUSE D'INSERTION ET D'EMPLOI

Le CEA souhaite impliquer le Titulaire, à l'occasion de l'exécution de l'accord-cadre, dans sa politique en vue de promouvoir l'emploi et combattre l'exclusion sociale. Il a donc décidé de faire application des dispositions des articles 30 et 38-I de l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics en incluant une clause obligatoire visant à promouvoir l'emploi de personnes rencontrant des difficultés particulières d'insertion professionnelle et à lutter contre le chômage.

Cette action vise les demandeurs d'emploi prioritaires selon les critères du Service Public de l'Emploi.

Les personnes sont choisies librement par le Titulaire, parmi les candidats proposés par les structures compétentes en matière d'accueil, d'orientation et de suivi des demandeurs d'emploi.

Sans que cette énumération soit limitative, les personnes visées par cette action sont :

- les bénéficiaires des minimas sociaux,
- les demandeurs d'emploi en situation de handicap,

- les personnes en parcours au sein d'une structure d'insertion par l'activité économique,
- les demandeurs d'emploi sans activité depuis un an ou plus,
- les demandeurs d'emploi de moins de 26 ans, sans qualification ou formation (inférieur au niveau V),
- les demandeurs d'emploi de moins de 26 ans, ayant au plus un niveau IV et inscrits en mission locale ou ayant au plus un niveau IV et en rupture de parcours professionnel depuis plus de 6 mois,
- les demandeurs d'emploi de 45 ans et plus,
- les bénéficiaires du PLIE (Plan Local pour l'Insertion et l'Emploi)
- les demandeurs d'emploi en quartier « politique de la ville » (critère non suffisant à lui-même).

Ce choix devra néanmoins être fait dans le respect des éventuelles restrictions d'accès au centre du CEA liées à des contraintes de sécurité.

Afin de participer à cette action d'insertion, le Titulaire s'engage à réserver **150 (cent cinquante) heures de travail sur la durée du contrat (tranches optionnelles comprises)**. Il est précisé que cet engagement ne constitue pas une cause de limitation ou de diminution de la responsabilité du Titulaire dans l'exécution de l'accord-cadre.

Le nombre d'heures indiqué ci-dessus constitue un minimum obligatoire. Le Titulaire est libre de réserver un volume plus important.

Les conditions et les modalités de mise en œuvre de l'engagement défini au présent Article sont stipulées en annexe n°3 au présent accord-cadre.

ARTICLE 11 - SUIVI ENVIRONNEMENTAL

Dans le cadre d'une amélioration des connaissances sur l'empreinte environnementale de l'accord-cadre et d'une démarche de progrès, le Titulaire remet un rapport, au plus tard six mois après la prise d'effet de l'accord-cadre, présentant les différents impacts environnementaux (gaz à effet de serre, eau, énergie, etc.) générés dans le cadre des travaux.

A chaque réunion annuelle, ces différents impacts environnementaux sont abordés dans le cadre d'un plan de progrès. Ces impacts, ainsi que les pistes de réduction, devront être présentés par le Titulaire sous un format « Analyse du Cycle de Vie », à savoir :

- Matières premières utilisées ;
- Fabrication produit/emballage ;
- Transport ;
- Utilisation ;
- Fin de vie.

ARTICLE 12 - CONTROLES TECHNIQUES

Le CEA se réserve le droit de confier, à ses frais, une mission de contrôle technique à un ou plusieurs organisme(s) indépendant(s).

Le Titulaire s'engage à ses frais :

- à faire parvenir au Contrôleur Technique (avec copie au CEA) tous les éléments que le Contrôleur Technique estime nécessaires à l'accomplissement de sa mission,
- à tenir compte de l'ensemble des observations du Contrôleur Technique que le CEA lui transmet pour la mise en œuvre des mesures correctives afin d'aboutir à l'obtention de l'accord sans réserve du Contrôleur Technique, tant au stade des études que de la réalisation de l'Ouvrage.

En cas de désaccord avec le Contrôleur Technique, le Titulaire doit justifier sa position avec l'obligation d'obtenir l'accord du Contrôleur Technique.

ARTICLE 13 - REMISE DE DOCUMENTS

Dans le cadre du présent accord-cadre, le Titulaire doit remettre l'ensemble des documents demandés dans le cahier des charges précité ainsi que les documents suivants :

13.1- A la réception de la demande de chiffrage

A la réception de la demande de chiffrage (ou de la visite le cas échéant), le Titulaire dispose de 24 ou 48 heures ouvrées pour retourner le devis au CEA (selon la nature des demandes - cf. paragraphe 8.1 du cahier des charges et 7.3.2 du présent accord-cadre)

13.2- A la notification du marché subséquent par le CEA

Dès la réception du marché subséquent notifié par le CEA, le Titulaire prépare et envoie au CEA pour validation le plan d'exécution et le planning. Après validation du plan d'exécution et du planning, le Titulaire lance les approvisionnements.

13.3- A la fin des travaux

Préalablement aux opérations de réception, le Titulaire remet, en 2 exemplaires papier et 2 exemplaires électroniques, le Dossier des Ouvrages Exécutés (DOE) qui doit être accepté par le CEA. Le DOE comprend, a minima, les documents exigés au Cahier des charges, structuré selon les chapitres suivants :

- documents d'études ;
- documents de réalisation ;
- documents de contrôle et d'essais ;
- documents d'exploitation ;
- documents d'assurance de la qualité.

Si la réception est assortie de réserves, le Titulaire doit lever ces réserves dans un délai précisé dans le procès-verbal de réception et mettre à jour le DOE.

Le Titulaire remet alors le DOE définitif, qui doit être accepté par le CEA, au plus tard dans un délai de 30 jours calendaires à compter de la date de signature du PV de réception des travaux.

A défaut, il est fait application des pénalités de retard prévues à l'Article 21.2 du présent accord-cadre.

13.4- Format des documents

Tous les dossiers remis par le Titulaire sont réalisés aux formats suivants (ou strictement compatibles) :

- Microsoft WORD (.docx) pour les documents de type texte ;
- Microsoft EXCEL (.xlsx) pour les documents de type tableau de chiffres ;
- Microsoft POWERPOINT (.pptx) ;
- Microsoft PROJECT sous WINDOWS (.mpp) pour les documents de type planning ;
- AUTOCAD (.dwg) et PDF (.pdf) pour les documents dessinés.

Chacun d'eux sera remis au CEA sous la forme d'un exemplaire papier et un exemplaire électronique.

13.5- Documents CEA

Les documents remis au Titulaire par le CEA sont rendus à ce dernier à l'échéance de l'accord-cadre ou en cas de dénonciation de celui-ci par l'une ou l'autre des parties.

ARTICLE 14 - REUNIONS

Pour suivre l'exécution de l'accord-cadre, les parties tiennent des réunions semestrielles. En substitution à une réunion semestrielle, une réunion annuelle est programmée.

Ces réunions sont organisées conformément aux conditions définies au paragraphe 11.2 « Suivi » du cahier des Charges et permettent de traiter les points énoncés ci-après :

- Faits marquants du semestre/année écoulé(e) ;
- Synthèse et analyse de l'activité sur le semestre/année écoulé(e),
- Respect des dispositions du cahier des charges ;
- Analyse des fiches d'anomalies et non-conformités ;
- Examen des problèmes rencontrés ;
- Point sur l'avancement d'actions particulières engagées précédemment ;
- Revue des formations / habilitations du personnel du Titulaire ;
- Aspects sécurité ;
- Aspects contractuels ;
- Suivi budgétaire ;
- Le détail précis des quantités utilisées de chaque poste du BPU sur la période écoulée ;
- Le détail précis des quantités utilisées de chaque poste hors BPU sur la période écoulée ;
- Revue des différents indicateurs qualité, analyse des résultats et définition de plans d'actions correctrices éventuels ;
- Revue du plan de progrès ;
- Suivi du dossier Qualité.

Chaque réunion fait l'objet d'un rapport d'activité conformément aux conditions définies au paragraphe 11.3 « Rapport d'activité » du cahier des charges. En ce sens, un rapport d'activité est établi par le Titulaire et doit reprendre a minima l'ensemble des points indiqués ci-avant pour être considéré comme complet. Ce rapport d'activité est diffusé par le Titulaire au plus tard 5 jours ouvrés après la date de la réunion concernée.

Dans certains cas, un relevé de décision est établi à l'issue de la réunion et visé par les deux parties pour une mise en application immédiate.

Le CEA se réserve le droit d'organiser des réunions supplémentaires.

ARTICLE 15 - MONTAGE - INSTALLATION DES FOURNITURES

L'installation et le montage des fournitures dans les locaux du CEA sont à la charge pleine et entière du Titulaire et doivent s'effectuer conformément aux dispositions de l'article 32 des Conditions Générales d'Achat du CEA.

ARTICLE 16 - RECEPTION DES TRAVAUX

La réception est prévue à la fin des Travaux objet des marchés subséquents et fait l'objet d'un procès-verbal signé contradictoirement par les parties.

La date de signature du procès-verbal de réception est le point de départ de l'ensemble des garanties.

Il est fait application du Chapitre 11 des Conditions Générales d'Achat du CEA.

ARTICLE 17 - GARANTIES

Les garanties prévues au titre du présent accord-cadre sont les garanties légales et les garanties prévues au chapitre 11 des Conditions Générales d'Achat du CEA.

Il est rappelé à ce titre que le délai de garantie de parfait achèvement est d'un an à compter de la date d'effet de la réception, de deux ans pour la garantie de bon fonctionnement et de 10 ans pour la garantie résultant des articles 1792 et suivants du Code Civil.

Pendant ces délais de garantie, tous les frais de fourniture, de main d'œuvre et de déplacement du personnel sont à la charge du Titulaire.

Le Titulaire s'engage à intervenir pour réparer les désordres au plus tard dans les deux jours ouvrés suivant la réception d'un courrier électronique de demande d'intervention du CEA. Ces prestations sont effectuées tous les jours, du lundi au vendredi de 8 heures à 17 heures.

Il est entendu que l'envoi du courrier électronique doit être précédé d'un entretien téléphonique avec le responsable technique du Titulaire en vue d'un diagnostic.

Le personnel du Titulaire chargé des dépannages a libre accès aux installations, sous réserve du respect des clauses d'hygiène et de sécurité décrites dans les conditions générales du CEA et que les opérations n'apportent pas une gêne anormale aux utilisateurs.

A dater de la notification des désordres par le CEA, le Titulaire dispose d'un délai de 60 jours calendaires pour y remédier, sauf cas d'urgence (sécurité ou impératif de fonctionnement) où ce délai doit être réduit et sera défini d'un commun accord entre les parties. Passé ce délai, le CEA peut appliquer les pénalités mentionnées à l'Article 0 ci-après et faire procéder aux travaux par un tiers aux frais et risques du Titulaire.

En cas d'indisponibilité d'éléments d'équipements, la période de garantie de bon fonctionnement est prolongée d'une durée équivalente au temps d'arrêt des éléments d'équipement.

ARTICLE 18 - ASSURANCES

Les obligations du Titulaire en matière d'assurance, qui s'appliquent à l'occasion de la prestation faisant l'objet du présent accord-cadre, sont régies par les dispositions du chapitre 12 des Conditions Générales d'Achat du CEA.

Les dispositions de l'article 38.2 du chapitre précité sont complétées comme suit.

19.1- Site CEA de Grenoble hors pôle MINATEC

Le Titulaire est informé, sans que soit créée la moindre obligation contractuelle du CEA à son égard, de la souscription pour son compte, par le CEA, des garanties définies dans les termes et limites d'une police multirisque, couvrant, jusqu'à 120 000 000 € par sinistre et par année d'assurance, les biens immobiliers et mobiliers du CEA contre les risques incendie, foudre, explosions, dommages électriques, effondrement, événements naturels, catastrophes naturelles, dégâts des eaux, grèves, émeutes, mouvements populaires, actes de terrorisme, sabotage, fuite de liquide, fumées, fuite de gaz, gel, choc d'un véhicule, appareils de navigation aérienne, mur du son, accident de criticité, contamination radioactive, irradiation et frais d'assainissement et/ou de décontamination.

Le Titulaire est informé qu'aux termes de ladite police, les assureurs du CEA renoncent à tous recours à l'encontre de toutes personnes présentes sur un site CEA à sa demande et avec son autorisation.

Il en résulte qu'en cas de sinistre, le CEA ne dispose d'un recours à l'encontre du Titulaire responsable, conformément au droit commun, qu'en cas d'absence de prise en charge par les assureurs de tout ou partie du préjudice qu'il subit et généralement dans tous les cas à hauteur de la franchise dont il est précisé qu'elle s'élève actuellement à 500 000 € par sinistre pour les dommages de nature conventionnelle et à 10 000 000 € par sinistre pour les dommages de nature nucléaire. S'agissant du bâtiment 41, la franchise pour les dommages de nature nucléaire s'élève à 50 000 000 € par sinistre.

Cette police comporte des conditions générales, particulières et spéciales de garantie et des franchises variables en fonction de l'état du marché de l'assurance. Ces conditions sont susceptibles d'être modifiées, sans que le Titulaire puisse se prévaloir ni se plaindre de cette

modification. Il lui appartient de ce chef de s'informer périodiquement d'éventuelles modifications.

19.2- Pôle MINATEC

Le Titulaire est informé, sans que soit créée la moindre obligation contractuelle du CEA à son égard, de la souscription par le CEA des garanties définies dans les termes et limites d'une police multirisque, couvrant, jusqu'à 140 000 000 € par sinistre et par année d'assurance, les biens immobiliers et mobiliers faisant partie du pôle MINATEC, à savoir notamment le Bâtiment des objets communicants (BOC), le Bâtiment des composants avancés (BCA), le Bâtiments des hautes technologies (BHT) la Maison des micro et nanotechnologie (MMNT), le Dispositif de fonction technique (DFT), le Bâtiment des Industries Intégratives (B2I) et le Centre de Conception Logiciel (CCL) contre les risques incendie, foudre, explosions, dommages électriques, effondrement, événements naturels, catastrophes naturelles, dégâts des eaux, grèves, émeutes, mouvements populaires, actes de terrorisme, sabotage, fuite de liquide, fumées, fuite de gaz, choc d'un véhicule, appareils de navigation aérienne, mur du son, contamination radioactive.

Le Titulaire est informé de ce qu'aux termes de ladite police les assureurs du CEA renoncent à tous recours à son encontre, et contre ses assureurs, du chef des préjudices indemnisés de manière effective au titre de la police d'assurance garantissant les risques mentionnés ci-dessus.

Il en résulte qu'en cas de sinistre, le CEA ne dispose d'un recours à l'encontre du Titulaire responsable, conformément au droit commun, qu'en cas d'absence de prise en charge par les assureurs de tout ou partie du préjudice qu'il subit, et généralement dans tous les cas à hauteur de la franchise dont il est précisé qu'elle s'élève actuellement à 150 000 € par sinistre.

Cette police d'assurance comporte des conditions générales, particulières et spéciales de garantie, des plafonds de garantie et des franchises variables en fonction de l'état du marché de l'assurance. Ces conditions sont susceptibles d'être modifiées sans que le Titulaire puisse se prévaloir ni se plaindre de cette modification. Il lui appartient de s'informer périodiquement d'éventuelles évolutions.

ARTICLE 19 - MONTANT

20.1- Accord-cadre

Le montant total maximum de l'accord-cadre est plafonné à **3 500 000 € HT** (trois millions cinq cent mille euros hors taxes), tranches optionnelles comprises.

L'accord-cadre prendra fin de plein droit en cas d'atteinte du seuil maximum avant la fin d'exécution initialement prévue.

L'accord-cadre ne comporte pas d'engagement en termes financiers ou de volume de travaux. Les quantitatifs indiqués sont estimatifs et n'ont donc pas de valeur contractuelle. Le Titulaire ne peut donc prétendre à aucune indemnisation à ce titre.

20.2- Marchés subséquents

Chaque marché subséquent conclu au titre du présent accord cadre est passé pour un montant ferme et forfaitaire.

Conformément à l'article 6 du présent accord cadre, ce montant est détaillé dans la proposition financière du Titulaire. Le Titulaire utilisera l'annexe n°2 du présent accord-cadre comme base de prix. Ces prix sont des prix plafonds et peuvent être optimisés lors de la consultation du marché subséquent.

Le montant des lignes hors bordereau dans un devis ne saura dépasser 15% du montant total hors taxe dudit devis. Dans le cas exceptionnel où, la partie hors bordereau viendrait à dépasser ces 15%, le devis devra être soumis à validation du Service des Marchés et Achat.

ARTICLE 20 - REVISION DES PRIX

Les prix fixés à l'article en annexe n°2 du présent accord-cadre sont établis aux conditions économiques du mois de [REDACTED] (mois de remise de l'offre finale).

Ils sont fermes pendant la première année d'exécution de l'accord-cadre puis peuvent être révisés annuellement, et ne doivent en aucun cas dépasser le montant obtenu par l'application de la formule indiquée ci-après :

$$P = P_0 \times (0,15 + 0,85 \times (0,50 \times 010765838 / 010765838_0 + 0,30 \times \text{ICHT-IME}/\text{ICHT-IME}_0 + 0,20 \times \text{FSD2}/\text{FSD2}_0))$$

Dans laquelle :

P	Montant révisé des prix du Bordereau des prix unitaires
P ₀	Montant initial des prix du Bordereau des prix unitaires au mois de remise de l'offre
010765838 ₀	Valeur de l'indice des « produits en aciers inoxydables avec NI>2,5% » à la date de remise de l'offre finale (indice du mois de X 202X publié en X 202X), puis, pour les révisions suivantes, la valeur d'arrivée retenue lors de la dernière révision
010765838	Dernière valeur connue de ces mêmes indices au mois de révision des prix
ICHT-IME ₀	Valeur de l'indice du coût horaire du travail pour les industries mécaniques et électriques à la date de remise de l'offre finale (indice du mois de X 202X publié en X 202X), puis, pour les révisions suivantes, la valeur d'arrivée retenue lors de la dernière révision
ICHT-IME	Dernière valeur connue de ces mêmes indices au mois de révision des prix
FSD2 ₀	Valeur de l'index des frais et services divers modèle n°2 à la date de remise de l'offre finale (indice du mois de X 202X publié en X 202X), puis, pour les révisions suivantes, la valeur d'arrivée retenue lors de la dernière révision
FSD2	Dernière valeur connue de ces mêmes indices au mois de révision des prix

A compléter par le CEA lors de la finalisation du contrat

Les prix révisés ne peuvent être applicables qu'après accord écrit du Service Achats du CEA/Grenoble sur la proposition du Titulaire, donné dans le mois qui suit la date de réception de la proposition du Titulaire.

La révision de prix s'applique uniquement pour les marchés subséquents émis à partir du mois de la réception de la demande de révision et n'a donc pas d'effet rétroactif.

Au cas où ces dispositions ne sont pas respectées par le Titulaire, celui-ci s'engage expressément et par avance, si le CEA lui en fait la demande, à l'application rétroactive des anciens prix et, le cas échéant, à établir les avoirs correspondants si des factures ont été effectivement payées.

ARTICLE 21 - PENALITES

Outre les dispositions des Conditions Générales d'Achat du CEA relatives aux pénalités, qui s'appliquent dès lors qu'elles ne sont pas contraires aux dispositions qui suivent, le CEA peut appliquer les pénalités dans les cas et conditions suivantes.

21.1- Pénalités relatives à la clause d'insertion

21.1.1 Pénalité pour non-respect du délai d'information sur le suivi de la clause d'insertion de d'emploi

En cas de non-respect des obligations précisées aux articles 4.1 et 4.2 de l'annexe « Insertion et emploi » et suite à l'information délivrée par le service ressources et développement pour l'emploi de Grenoble-alpes Métropole, le CEA adresse au Titulaire un courrier recommandé lui enjoignant de respecter ses engagements.

Le Titulaire dispose alors d'un délai maximal de 7 jours à compter de la date de réception du courrier pour informer le CEA de la situation et des moyens qu'il met en œuvre pour assurer ses obligations contractuelles.

Le CEA se réserve la possibilité d'appliquer une pénalité forfaitaire de 500 euros, à compter de deux manquements à l'obligation de réponse précitée.

21.1.2 Pénalité pour non-respect d'exécution de la clause d'insertion de d'emploi

En cas de non-respect de l'obligation précisée à l'article 4.3 de l'annexe « Insertion et emploi » de l'accord-cadre, le CEA adresse au Titulaire un courrier recommandé de mise en demeure. Le Titulaire dispose alors d'un délai maximal de 7 jours pour transmettre au CEA les éléments précisés à l'article précité.

Passé ce délai, le CEA se réserve la possibilité d'appliquer une pénalité égale au nombre d'heures d'insertion non réalisées multiplié par le SMIC brut horaire.

21.2- Pénalités pour évacuation de salle blanche entrainant un arrêt technique des salles blanches

Le Titulaire s'engage à mener toute action permettant de minimiser le nombre d'arrêts techniques dans le cadre de l'exécution de l'accord-cadre. A chaque fois qu'un arrêt technique est constaté et relève de la responsabilité du Titulaire (article 9.4 du présent document), le CEA peut lui appliquer une pénalité de 10% du montant HT du marché subséquent concerné. Les pénalités au titre de ce paragraphe sont plafonnées à 5 000 € par marché subséquent.

21.3- Pénalités relatives aux travaux à réaliser

Le Titulaire encourt les pénalités suivantes :

- Sortie du centre de Grenoble d'un matériel appartenant au CEA, sans accord préalable écrit de la Direction : 500 (cinq cent) euros par écart constaté ;
- Non restitution du badge CEA en fin de Travaux : 100 Euros par badge ;

- Malfaçons des Travaux : 100 Euros par malfaçon constatée ;
- Absence ou mauvaise réalisation du nettoyage après travaux : 300 Euros par manquement constaté ;
- En cas de non-respect du délai d'intervention, le Titulaire encourt des pénalités de retard à hauteur de trois pour mille du montant HT du marché subséquent correspondant par jour calendaire de retard ;
- Non-respect des délais de prise en compte des demandes de Travaux et envoi des conseils en phase amont des projets : 10 Euros par heure ouvrée de retard ;
- Non-respect du protocole clean-concept : 100 Euros par infraction et par jour de constat ;
- Non-respect des délais de levée de réserves tels que stipulés sur le Procès-verbal de réception : 150 Euros par jour calendaire de retard ;
- Non-respect des délais de réparation pendant la période de garantie : 150 Euros par jour calendaire de retard ;
- Non-respect du délai de transmission des documents de suivi : 50 Euros par jour calendaire de retard ;

Les pénalités appliquées au titre de ce paragraphe sont plafonnées à hauteur de 10% du montant hors taxes du marché subséquent concerné.

21.4- Pénalités relatives au pilotage de l'accord-cadre

Le Titulaire encourt les pénalités suivantes :

- Non-respect du délai de transmission du rapport d'activité complet conformément aux exigences de contenu fixées à l'article 14 du présent accord-cadre (notamment le détail précis des quantités utilisées de chaque poste du BPU et de chaque poste hors BPU sur la période écoulée) : 500 euros par jour calendaire de retard ;
- Non-respect du délai de transmission du rapport relatif au suivi environnemental : 50 euros par jour calendaire de retard.

Les pénalités appliquées au titre de ce paragraphe sont plafonnées à hauteur de 10% du montant annuel hors taxes des marchés subséquents conclus.

21.5- Pénalités applicables sur mise en demeure

En dehors des cas prévus aux articles 21.1 à 21.4, toutes les fois où le CEA met le Titulaire en demeure de se mettre en conformité avec ses obligations dans un délai fixé dans la mise en demeure, et dans l'hypothèse où le Titulaire ne respecte pas ce délai, le CEA peut lui appliquer une pénalité de 250 Euros par jour calendaire de retard.

21.6- Modalités d'application des pénalités

Les pénalités sont applicables de plein droit et sans mise en demeure préalable, ni autres formalités juridiques ou judiciaires sur la facturation.

Les pénalités sont cumulatives et leur application est indépendante des autres sanctions auxquelles le retard peut donner lieu, notamment la résiliation éventuelle de l'accord-cadre. Dans l'hypothèse d'une résiliation, les pénalités sont appliquées jusqu'au jour de la notification de résiliation.

Les pénalités n'ont pas un caractère libératoire de la responsabilité du Titulaire.

ARTICLE 22 - CONDITIONS DE FACTURATION

Les Travaux, objet du présent accord-cadre, sont facturés mensuellement selon les dispositions ci-après.

A la fin de chaque mois d'exécution de l'accord-cadre le Titulaire adresse au CEA un bilan des Travaux effectués sur la période écoulée pour validation.

Sauf stipulation contraire prévue au sein du marché subséquent concerné, le montant du marché subséquent est facturé à hauteur de 100% à la réception des Travaux correspondants. Chaque marché subséquent fait l'objet d'une facturation distincte.

Il est à noter que les factures sont rejetées à l'expiration d'un délai de 7 jours si le procès-verbal validé par le CEA n'a pas été saisi.

ARTICLE 23 - FACTURES - REGLEMENTS

Avec une société de droit étranger

Les factures sont adressées en un exemplaire au :

CEA de Saclay
S3C - comptabilité fournisseur PC 75
91191 GIF-SUR-YVETTE Cedex
FRANCE

Tél. : 01 69 08 47 50

Toutes les factures émises portent la référence du présent accord-cadre.

Les règlements interviennent à 30 jours à compter de la date de réception de la facture, après livraison ou exécution.

Avec une société de droit français (Portail Chorus obligatoire), ou avec une société de droit étranger si le Titulaire le souhaite (Portail Chorus facultatif)

Il est précisé que l'utilisation du portail Chorus est facultative pour les sociétés de droit étranger. Si le Titulaire opte pour ce mode de facturation, ce choix est irréversible, pour toutes les factures à venir et pour tous les marchés passés avec le CEA.

Conformément aux conditions de l'ordonnance n°2014-697 du 26 juin 2014 relative à la dématérialisation des factures, les factures doivent être adressées au CEA via le Portail Chorus Pro de l'Etat (<https://chorus-pro.gouv.fr>).

Pour être prise en considération, chaque facture émise par le Titulaire au titre du présent accord-cadre doit être conforme à la réglementation relative à la facturation électronique précisée notamment par l'instruction du 22 février 2017 relative au développement de la facturation électronique et comporter en particulier les informations suivantes :

- le numéro SIRET du CEA : **775 685 019 00587**
- le code service **GRE-C** qui permettra d'aiguiller le traitement de la facture ;
- le numéro d'engagement (**n° de marché/commande SAP**) composé de 10 chiffres
- l'adresse de facturation du CEA :

CEA de Saclay
S3C - Comptabilité fournisseur PC 75
91191 GIF-SUR-YVETTE Cedex
FRANCE

Le délai de règlement est de 30 (trente) jours à compter de la date de réception de la facture par le CEA sous réserve de l'acceptation par le CEA des prestations conformément aux conditions de l'accord-cadre.

Les pièces justificatives attestant de l'acceptation du CEA (PV) ou d'un événement ayant déclenché un terme de facturation doivent être transmises en même temps que les factures.

Dans l'hypothèse où une facture émise porte en tout ou partie sur des prestations fermes et optionnelles, le Titulaire doit décomposer le montant facturé en détaillant ce qui relève de la part ferme et de chaque option.

Toute facture non conforme aux termes de l'accord-cadre sera renvoyée à l'émetteur.

ARTICLE 24 - REGIME FISCAL

Le montant de l'accord-cadre est assujéti à la Taxe sur la Valeur Ajoutée au taux en vigueur le jour de son fait générateur. Chaque terme de paiement sera assorti de la TVA. Le Titulaire de l'accord-cadre s'engage à indiquer sur ses factures s'il est autorisé par l'administration fiscale à acquitter la TVA sur les débits.

ARTICLE 25 - JURIDICTION COMPETENTE [Si fournisseur FR]

Tout différend pouvant survenir entre le Titulaire et le CEA, relatif au présent accord-cadre, est de la compétence exclusive du Tribunal administratif de Grenoble.

ARTICLE 26 - LOI APPLICABLE ET JURIDICTION COMPETENTE [Si fournisseur étranger]

Il est expressément convenu que l'exécution du présent accord-cadre est soumise à la législation française.

Tout différend pouvant survenir entre le Titulaire et le CEA, relatif au présent accord-cadre, est de la compétence exclusive du Tribunal administratif de Grenoble.

ARTICLE 27 - CONCLUSION DE L'ACCORD-CADRE

Il est demandé au Titulaire de renvoyer le présent accord-cadre dûment signé afin que le CEA procède à sa notification.

Fait à Grenoble en un exemplaire,

Le

Pour le Titulaire,

Pour le CEA,